



Lettre d'information du Service Documentation

N°30 – 15 février 2010

[Actualité](#) - [Le dossier](#) - [Zoom sur](#) - [Chercher trouver](#) - [Infos pratiques](#) - [Contact](#)

Actualité

Dépêches Hospimedia (accès réservé EHESP)

[INVS. Un nouveau contrat d'objectifs et de performance voit le jour](#)

Une de ses grandes priorités consiste à développer un maillage régional dans le cadre des futures Agences régionales de santé (ARS). Ainsi, l'institut doit-il s'appuyer sur ses antennes régionales : les Cellules interrégionales d'épidémiologie (CIRE), afin « d'exercer ces missions d'expertise et d'aide à la décision publique en matière de sécurité sanitaire ».

[Hospimedia](#) le 15/02/2010

[Grippe A \(H1N1\). Communication et stratégie vaccinale reste inchangées.](#)

Le virus sévissant toujours et l'évolution de l'épidémie présentant un caractère incertain, (des cas nosocomiaux de grippe A continuent à être signalés dans des services hospitaliers), la vigilance reste de mise. C'est pourquoi le ministère de la Santé ne change ni la stratégie vaccinale ni la stratégie de communication.

Le [dernier avis du Haut conseil pour la santé publique](#)

[Hospimedia](#) le 12/02/2010

[Systèmes d'information de santé. La Cour des comptes dénonce la maîtrise d'ouvrage du ministère "inconstante" et "défaillante"](#)

Dans son rapport 2010 elle constate "la maîtrise d'ouvrage stratégique exercée par le ministère sur les systèmes d'information de santé est inconstante et défaillante". Que les décisions prises en 2009 démontrent qu'il manque "toujours une stratégie stable, une gouvernance et un pilotage garantissant la continuité de la mise en oeuvre des objectifs ainsi définis".

[Hospimedia](#) le 10/02/2010

[Installation du comité d'évaluation de la loi HPST. Un bilan critique et des recommandations deux ans après la promulgation de la loi.](#)

La ministre de la Santé a officiellement installé le comité chargé de l'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions de la loi HPST. Composée de douze membres, la mission devra évaluer la mise en place effective de cette loi et en dresser un bilan critique assorti de recommandations. Le rapport sera publié 2 ans après la promulgation de la loi, soit 2011.

[Hospimedia](#) le 09/02/2010

[Dématérialisation des achats. Des fiches décryptent les nouvelles règles imposées.](#)

Pour faciliter l'appropriation des nouvelles obligations imposées depuis le 1er janvier en matière de dématérialisation, la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi s'est penchée sur les marchés informatiques, et fournit trois fiches spécifiques.

[Hospimedia](#) le 09/02/2010

[Les fiches en ligne sur le site du ministère de l'économie.](#)

[L'expertise médicale amiable en dix points.](#)

Après avoir dressé l'année dernière, un bilan mitigé du dispositif de réparation amiable des accidents médicaux, le médiateur de la République s'est associé à l'Association des paralysés de France pour publier « Le guide de l'expertise médicale amiable en dix points », il affiche dans son titre ses ambitions, soit : donner aux victimes d'accidents les moyens de se défendre.

[Hospimedia](#) le 02/02/2010

[Consulter le guide](#)

[Direction générale de la cohésion sociale. Un projet stratégique sur deux ans et un plan d'action en 35 points.](#)

Créée au sein des ministères chargés des Affaires sociales par décret du 25/01/10, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) articulera son action sur les deux prochaines années (2010-2012) autour d'un projet stratégique et d'un plan d'action comportant 35 axes de progrès et dont les résultats seront régulièrement évalués.

[Hospimedia](#) le 01/02/2010

[Cancérologie. L'Assistance Publique Hôpitaux Marseille et l'Institut Nationale du Cancer collaborent pour une prise en charge spécifique des adolescents.](#)

Outre un large éventail de prises en charge pour des adolescents souffrant de différentes pathologies à travers des lits de court et moyen séjour, cet établissement, prévu pour ouvrir début 2011 au sein de l'hôpital Salvator, proposera également des lits dédiés à la prise en charge psychosociale des malades atteints de cancer après la phase aiguë des traitements.

[Hospimedia](#) le 01/02/2010

Brèves, dépêches

[Présentation des opérations retenues au titre du plan hôpital 2012](#)

La première tranche du plan hôpital 2012 est close. Le Ministère de la santé expose un bilan des projets retenus (161 opérations immobilières et 500 opérations relatives aux systèmes d'information validées) et annonce l'ouverture de la deuxième tranche.

Accéder sur le site du Ministère de la santé au [dossier de presse](#) et au [discours](#) du 10/02/2010

[Lancement d'un plan en faveur des personnes sourdes ou malentendantes](#)

Lancé le 10 février par le Ministre du Travail et la Secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la Solidarité, ce plan 2010-2012 vise à : renforcer la prévention, le dépistage et l'accompagnement ; mieux prendre en compte la déficience auditive à tous les âges de la vie ; améliorer l'accessibilité.

Accéder au [communiqué du 10 février 2010](#) et au [plan 2010-2012](#)

[Bilan d'étape du plan autisme](#)

En France, entre 300 000 et 500 000 personnes sont touchées par des troubles du développement, parmi lesquels l'autisme. Face à la souffrance des adultes, des enfants et de leur entourage, le Gouvernement a engagé dès 2008 un effort exceptionnel pour traiter l'autisme d'une manière globale.

[Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville,](#)
02/02/2010

Dans la presse spécialisée

[Le paradoxe de l'abondance](#)

De la « sécurité alimentaire » aux risques d'obésité, l'alimentation n'a jamais posé autant de problèmes aux omnivores que nous sommes, dans une société où règne pourtant

l'abondance de nourriture.

[Lire l'article en ligne sur le site Sciences Humaines.com](#)

[Secteur social et médico-social : la réforme de l'administration territoriale de l'Etat](#)

Depuis le 1^{er} janvier, la nouvelle organisation de l'administration de l'Etat dans les régions et les départements se met en place. Pour le secteur social et médico-social, la principale conséquence de cette réforme est la disparition des DRASS et DDASS, remplacées par les directions régionales de la Jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, les directions départementales de la cohésion sociale et les agences régionales de santé.

VINCENT (Sandrine), ASH, n° 2644, 2010/01/26, pp. 55-64

[Copenhague ou la nouvelle donne climatique internationale](#)

Malgré l'absence d'objectifs de réduction contraignants pour l'ensemble des pays, la conférence de Copenhague contient des avancées majeures : implication des deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre que sont la Chine et les États-Unis, mais aussi des pays émergents (Afrique du Sud, Inde, Brésil) et relance d'un nouveau dialogue Nord/Sud.

[Lire sur le site du Centre d'analyse stratégique](#), AUVERLOT (Dominique), BARREAU (Blandine), BUBA (Johanne), Note de veille n° 162, 2010/01, 8p.

- Lire aussi [L'échec de Copenhague en perspective](#) / ZACCAI (Edwin). – Esprit, n° 2, 2010/02, pp. 6-13

[Faire une place à la sexualité en établissement](#)

Comment établissements et professionnels peuvent-ils intégrer et respecter la sexualité des personnes âgées et handicapées ? Ce dossier souligne les résistances et les difficultés qui entourent le sujet et présente les réponses apportées par certains établissements (groupes de parole pour les résidents, formations pour le personnel, adaptation du règlement).

DA CRUZ (Nathalie), LEOTOING (Marion), TSA, n° 9, 2010/02, pp. 15-22

[Un nouvel élan des maisons de santé.](#)

En France, il existe de nombreux atouts mais aussi des freins au développement des maisons de santé : obstacles juridiques, rémunération à l'acte peu adaptée à l'exercice coopératif. Pourtant il y a urgence, les médecins isolés n'en peuvent plus, ils sont usés par leur travail et toutes les tâches annexes.

HOLUE (Catherine), VALLANCIEN (Guy), Le concours médical, n° 2, 2010/01/28, pp. 48-50

[Comment fabriquer une politique sociale ?](#)

Ce numéro s'intéresse à la phase amont de la mise en œuvre d'une politique sociale avec une première partie consacrée aux logiques et aux principes mobilisés pour fonder l'action publique et une deuxième partie centrée sur les acteurs (lobbies, associations, médias...) qui agissent pour faire émerger un problème et l'inscrire à l'agenda politique.

Informations sociales, n° 157, 2010/01-02, 160p.

[Consulter le sommaire de la revue](#)

[Congrès](#)

[Politiques et organisation des soins primaires : concepts, outils et pratiques en Europe et aux Etats-Unis. Quels enseignements pour la France ? 21 octobre 2009](#)

L'objectif de ce séminaire était d'explorer, à la lumière des expériences étrangères, les enjeux et questions posées par l'organisation future des soins de premiers recours en France afin d'en dégager des axes de travail, aussi bien pour les acteurs du système de santé que pour les chercheurs.

[Accéder aux présentations audio](#)

[Ethique et santé publique : de nouvelles collaborations partenariales en santé publique. Les limites, les possibles, l'acceptable](#)

Séminaire organisé par la Société Régionale de Santé Publique du Languedoc Roussillon en partenariat avec la Société Française de Santé Publique.

12 mars 2010, Faculté de Sciences Economiques - Montpellier

[Consulter le programme](#)

[Colloque national Bruit et santé : bilan de l'action des DDASS et des pôles bruit](#)

Ce colloque organisé le 10 novembre 2009 par la DGS a eu pour objet la relation entre le bruit et la santé. Les sondages d'opinion indiquent que s'agissant des pollutions et des nuisances, le bruit figure parmi les premières préoccupations des Français.

[Lire le résumé des communications orales](#)

Enquêtes, données statistiques

[Établissements et services pour adultes handicapés : résultats de l'enquête ES 2006 et séries chronologiques 1995 à 2006.](#)

Le document détaille les données statistiques obtenues dans l'enquête ES2006-Handicap auprès des structures pour adultes handicapées. Les résultats sont répartis dans deux tomes distincts.

[Tome 1 et Tome 2. Série Statistiques de la DREES, n° 141, janvier 2010.](#)

[Inégalités de revenus : des données inédites](#)

Les inégalités de revenus, mesurées par le niveau moyen de chaque tranche de 10 % de la population, sont encore plus importantes que les données habituelles ne le laissent penser. Des chiffres inédits. Une analyse de Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

[Consulter cette analyse sur le site de l'Observatoire des inégalités, 29 janvier 2010](#)

Rapports en ligne

[Cour des comptes. Rapport public annuel 2010](#)

La Cour des comptes présente son rapport annuel consacré à la gestion des services de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes publics ainsi qu'à la mise en oeuvre des politiques publiques. Parmi les thèmes abordés : la lutte contre la fraude dans le dispositif d'indemnisation du chômage, les systèmes de cartes de l'assurance maladie, la politique en faveur des services à la personne, la politique de lutte contre le VIH/SIDA, les instruments de la gestion durable de l'eau, les transformations du service public de la transfusion sanguine. La Cour demande notamment à l'Etat de mener une politique plus active dans le domaine de la prévention et du dépistage du VIH et de fixer des sanctions pour les professionnels de santé ne transmettant pas électroniquement les feuilles de soins.

[Lire sur le site de la documentation française](#), Cour des comptes. Paris. FRA, 2010/02, 903p.

[Aménagement du temps scolaire et santé de l'enfant](#)

Après avoir décrit l'organisation actuelle du temps scolaire en France dans la journée, la semaine et l'année, le rapport souligne : 1-l'importance de la prise en compte des rythmes biologiques et psychophysiologiques de l'enfant dans toute réflexion sur cette question 2-la désynchronisation des enfants c'est-à-dire l'altération du fonctionnement de leur horloge biologique lorsque celle-ci n'est plus en phase avec les facteurs de l'environnement entraînant fatigue et difficultés d'apprentissage 3-le rôle néfaste à cet égard de la semaine dite de 4 jours sur la vigilance et les performances des enfants 4-le rôle primordial du sommeil chez l'enfant car il permet de lutter contre la fatigue et favorise les apprentissages.

[Lire le rapport sur le site de l'Académie nationale de médecine](#), TOUITOU (Yvan) / rapp.,

BEGUE (Pierre) / rapp., 2010/01, 6p.

[Effect of a French Experiment of Team Work between General Practitioners and Nurses on Efficacy and Cost of Type 2 Diabetes Patients Care](#)

Cette étude a pour objectif d'évaluer l'efficacité et les coûts d'une expérimentation de travail en équipe entre des infirmières et des généralistes (l'expérimentation Asalée), dans le cas de la prise en charge des patients souffrant de diabète de type 2. Les auteurs montrent qu'après onze mois de suivi, les patients Asalée, comparés à ceux du groupe témoin, ont une plus grande probabilité de rester ou devenir bien suivis en termes d'indicateurs de processus (OR compris entre 2.1 à 6.8, $p < 5\%$), ainsi qu'en termes de contrôle glycémique (OR compris entre 1.8 à 2.7, $p < 5\%$). (disponible en anglais)

[Lire l'étude sur le site de l'IRDES](#), MOUSQUES (J.), BOURGUEIL (Y.), LE FUR (P.), et al., IRDES, Documents de travail, n° 29, 2010/01, 20p.

[L'état du mal-logement en France. 15e rapport annuel 2010](#)

Des indices économiques plus favorables concernant la croissance ne font pas le printemps dans le domaine du logement. Loin s'en faut. La crise économique engendrée par le dérèglement du système financier n'a pas fini de produire ses effets sociaux. Elle fragilise de très nombreux salariés, fait basculer certains dans la précarité, rend encore plus vulnérables ceux qui se trouvaient déjà dans cette situation et prive de perspective ceux qui sont exclus du monde du travail et se trouvent aux portes du logement. Si la crise économique n'efface pas la crise du logement c'est parce qu'elle touche un corps malade, une société confrontée depuis de nombreuses années à une situation particulièrement grave que la Fondation Abbé Pierre a qualifiée de crise du logement "sans précédent".

[Lire le rapport sur le site de la Fondation Abbé Pierre](#). 2010/02, 253p.

[Evaluation des politiques de prévention des grossesses non désirées et de prise en charge des interruptions volontaires de grossesse suite à la loi du 4 juillet 2001. rapport de synthèse](#)

Dans le cadre du programme annuel de travail de l'Inspection générale des affaires sociales pour 2008, la ministre de la santé et des sports a approuvé le lancement d'une mission d'évaluation des politiques publiques relative à la prévention des grossesses non désirées et à la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse, suite à la loi du 4 juillet 2001. Le présent rapport de synthèse expose les principales conclusions de la mission. Il est accompagné de trois rapports thématiques qui approfondissent les questions ayant trait à la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse, la contraception et la contraception d'urgence, l'éducation à la sexualité, l'information et la communication. S'y ajoute un rapport spécifiquement consacré aux départements et collectivités d'outremer compte tenu des problématiques particulières qui s'y attachent.

[Lire le rapport sur le site de la Documentation française](#), UBIN (Claire), JOURDAIN MENNINGER (Danièle), CHAMBAUD (Laurent), 2010/02, 93p.

[Rôle des Pharmaciens dans les établissements Hospitaliers pour Personnes âgées Dépendantes \(EHPAD\)](#)

L'évolution des établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes est responsable d'une multitude de structures de type privé ou public. Pour harmoniser les pratiques de soins, la présence d'un médecin coordonnateur gériatre est devenue la règle. Pour sécuriser le circuit du médicament le rôle d'un pharmacien référent sera crucial. Le rapport de l'Académie concernera la pratique existante avec ses nombreux problèmes ; des propositions seront ensuite faites sur la mise en route conforme à la loi HPST de bonnes pratiques orientés vers le règlement des problèmes actuels.

[Lire le rapport sur le site de l'Académie de pharmacie](#), 2009/12, 18p.

Le dossier : Sécurité des soins

Les événements indésirables graves liés aux soins recouvrent un ensemble complexe de phénomènes : infections associées aux soins, accidents médicamenteux, défauts de prise en charge du patient, etc. Ils peuvent entraîner, pour le patient, une prolongation du séjour hospitalier, une incapacité ou un risque vital et représentent, pour la collectivité, un coût financier important. L'OMS a fait de la sécurité du patient l'une de ses priorités et a lancé en 2004 l'[Alliance mondiale pour la sécurité des patients](#) qui développe programmes et campagnes d'information (hygiène des mains, sécurité du bloc opératoire). Certains de ces programmes ont été repris en France comme la check-list «sécurité du patient au bloc opératoire» qui a été adaptée par la Haute Autorité de Santé et qui est devenue exigible depuis le 1^{er} janvier 2010 dans le cadre de la certification des établissements de santé.

Ce dossier fait le point sur l'actualité relative à la sécurité des soins et présente une sélection de documents parus en 2009/2010, actualisant ainsi celui publié dans la lettre n° 10.

L'actualité relative à la sécurité des soins

[Un an d'existence pour le Pôle Santé et Sécurité des Soins](#)

En janvier 2009, le Médiateur de la République a mis en place le Pôle Santé et Sécurité des Soins chargé d'analyser et de traiter toutes demandes d'informations ou réclamations qui mettent en cause le non respect du droit des malades, la qualité du système de santé, la sécurité des soins et l'accès aux soins. Le Pôle a publié en janvier 2010 son premier tableau de bord qui présente la typologie et les motifs des 4800 requêtes traitées depuis sa création.

[Accéder au site du Pôle Santé Sécurité des soins](#) et [lire le tableau de bord 2009](#)

[Les nouvelles dispositions réglementaires issues de la loi Hôpital Patients Santé Territoires](#)

Un décret et un arrêté du 31 décembre 2009 rendent applicable la disposition de la loi HPST qui prévoit l'obligation pour les établissements de santé de publier chaque année les résultats des indicateurs de qualité et de sécurité des soins. 5 d'entre eux portent sur le tableau de bord des infections nosocomiales, 5 autres sont liés au dossier du patient.

[Article 5 de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009](#)

[Décret n° 2009-1763 du 30 décembre 2009](#) et [Arrêté du 30 décembre 2009](#)

[La check-list « Sécurité du patient au bloc opératoire »](#)

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la check-list «Sécurité du patient au bloc opératoire» est obligatoire dans le cadre de la procédure de certification des établissements de santé. Adaptée du programme OMS «Safe surgery saves lives» par la Haute Autorité de Santé, cette liste consiste à vérifier dix points critiques avant l'anesthésie; avant l'intervention chirurgicale et après l'intervention.

[Accéder à la check-list version 2010-2011](#) et à son [mode d'emploi](#)

Les données statistiques

[Le Tableau de bord des infections nosocomiales](#)

Depuis 2006, le ministère de la santé a créé un tableau de bord des infections nosocomiales. L'objectif de ce tableau de bord est d'inciter tous les établissements de santé à mesurer leurs actions et leurs résultats dans le domaine de la lutte contre les infections associées aux soins. Les établissements sont classés par niveau de performance selon quatre indicateurs.

[Accéder aux résultats 2008](#) pour la [France entière](#) ou [par établissement](#)

[Le Réseau d'alerte, d'investigation et de surveillance des infections nosocomiales \(Raisin\)](#)

Le réseau résulte d'un partenariat entre les 5 Centres de coordination de la lutte contre les

infections nosocomiales (CClin) et l'Institut de veille sanitaire (InVS). Il a pour but de coordonner au niveau national la surveillance et la réponse à l'alerte en matière d'infections nosocomiales.

[Accéder au site du réseau Raisin](#)

[Accéder à dernière enquête 2006 de prévalence et aux données 2007 d'incidence](#)

[L'Etude Nationale sur les Evénements Indésirables liés aux Soins \(ENEIS\)](#)

En 2004, une première enquête sur les événements indésirables graves liés aux soins avait été réalisée par le Comité de coordination de l'évaluation clinique et de la qualité en Aquitaine (CCECQA) sous l'égide de la DREES. Une deuxième étude est en cours.

Les résultats de l'enquête 2004 : [BEH n° 49](#) et [Etudes et résultats de la DREES n° 398](#)

[Sélection bibliographique \(documents parus en 2009 et 2010\)](#)

[Généralités](#)

[Quel lien entre volume d'activité des hôpitaux et qualité des soins en France ?](#) / OR (Zeynep), RENAUD (Thomas), Questions d'économie de la santé, n° 149, 2009/12, 6p.

Les risques et la sécurité du patient. Dossier. - Gestions hospitalières, n° 485, 2009/04, pp. 210-242

[Les indicateurs sur la qualité/sécurité des soins](#)

[Health care quality indicators project : patient safety indicators report 2009](#) / DROSLER (Saskia), Romano (Patrick), Wei (Lihan). – OECD Health working papers, n° 47, 2009/11/23, 47p.

Indicateurs en santé (projet COMPAQH, indicateurs HAS, projet européen PATH, indicateurs en réanimation) / FABRY (Jacques) / coord., LOMBRAIL (Pierre) / coord., MICHEL (Philippe) / coord., et al. - Risques et qualité en milieu de soins, Vol. 6, N° 1, 2009/03, 64p

[Prévention des événements indésirables : programmes, recommandations](#)

[La déclaration des événements indésirables devient obligatoire en Angleterre](#) / BRAMI (Jean). - EPP Infos, n° 42, 2010/02, pp. 6-7

La prévention des infections nosocomiales en réanimation / THIVEAUD (Dominique). - Le Moniteur hospitalier, n° 222, 2010/01, pp. 38-41

Hygiène des mains : la mobilisation continue / FAVIER (Anne-Lise). - Objectif soins, n°182, 2010/01, pp. 13-15

Recommandations pour l'hygiène des mains / Société Française d'Hygiène Hospitalière. (S.F.H.H.). Paris. FRA. - Hygiènes, vol. 17, n° 3, 2009/06, 102 p.

"Mains propres : vies sauvées" : le défi continue pour l'Organisation mondiale de la santé / PITTET (D.), ENGINEER (C.), KILPATRICK (C.). - et al, Hygiènes, Vol. 17, N° 4, 2009/06, pp. 284-287

Check-list "Sécurité du patient au bloc opératoire" / CABARROT (Philippe), LE-MOIGN (R.). - Risques et qualité en milieu de soins, Vol. 6, N° 4, 2009/12, pp. 211-216

[Revue de mortalité et de morbidité : guide méthodologique](#) / Haute Autorité de Santé. (H.A.S.). Saint-Denis. FRA. - HAS, 2009/11/01, 60p.

[Organisation de la radiothérapie : recueil de bonnes pratiques organisationnelles](#) / Mission Nationale d'Expertise et d'Audit Hospitaliers. (M.E.A.H.). Paris. FRA. - MEAH, 2009/10,

237p.

La Remed : revue des erreurs liées aux médicaments et dispositifs médicaux associés / DUFAY (Edith), BONN-LOUE (Sophie), CALLAERT (Sophie). – Le Moniteur hospitalier, n° 217 et 218, 2009/07 et 09, pp. 19-22 et pp. 16-19

[Accidents médicaux : indemnisation, médiation](#)

Le médiateur de la République et les usagers du système de santé / DELEVOYE (Jean-Paul), CERETTI (Alain-Michel). – Cahiers hospitaliers, n° 262, 2009/12, pp. 16-19

L'indemnisation amiable des accidents médicaux / LECOCQ (Pierre-André), BROUILLART (Caroline) / collab., et al. - Revue générale de droit médical, n° spécial, 2009/11, 413p.

Le régime d'indemnisation des infections nosocomiales en France / GIBERT (S.). - Risques et qualité en milieu de soins, Vol. 6, n° 2, 2009/06, pp. 106-114

Le droit des victimes de la médecine / DAPOGNY (Bernard). - Editions du Puits Fleuri, 2009, 458p., cote LF00/171

Sites Internet

Dans le Monde et en Europe :

- [l'Alliance mondiale pour la sécurité des patients](#) de l'OMS, le réseau européen pour la sécurité des patients [EUNetPAS](#), le projet [HCQI Patient Safety](#) de l'OCDE

En France :

- Les sites des cinq Centres de Coordination de la Lutte contre les Infections Nosocomiales [CCLIN Ouest](#), [CCLIN Est](#), [CCLIN Paris Nord](#), [CCLIN Sud-est](#), [CCLIN Sud-Ouest](#) : lettre d'information, réglementation, guides, accès à une base de données [Nosobase](#) gérée par les cinq CCLIN.
- Le [réseau RAISIN](#) de l'INVS
- La [Société française d'hygiène hospitalière](#) : référentiels, publications, congrès
- Le Ministère de la santé : dossiers [mission mains propres](#) et [infections nosocomiales](#)
- Le [Comité de coordination de l'évaluation clinique et de la qualité en Aquitaine](#) (CCECQA) : formation, actions d'amélioration des pratiques professionnelles
- Plusieurs sites sur les droits des patients et l'indemnisation des accidents médicaux : [ONIAM](#) (Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux), [Sécurité des soins](#) du Médiateur de la République, [CRCI](#) (Commissions régionales de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales), [LIEN](#) (association d'aide aux victimes d'infections contractées dans une clinique ou un hôpital).

Revue spécialisée disponible à la bibliothèque

[Risques et qualité en milieu de soins](#): parution trimestrielle, disponible depuis janvier 2004.

[Hygiènes](#) : parution bimestrielle, disponible depuis janvier 1994, éditée par la Société Française d'Hygiène Hospitalière.

[Le Moniteur hospitalier](#) : parution mensuelle, disponible depuis janvier 1995

Zoom sur

[L'Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux](#)

Dans le cadre de la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires, la Mission Nationale d'Appui à l'Investissement Hospitalier (MAINH), la Mission Nationale d'Expertises et d'Audits Hospitaliers (MEAH) et le Groupement pour la Modernisation du Système d'Information Hospitalier (GMSIH) ont été regroupés au sein d'une nouvelle entité : l'Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux (ANAP). Cette nouvelle agence a pour objet d'aider les établissements de santé et médico-sociaux à améliorer leur performance (amélioration du service rendu aux patients et usagers, modernisation de leur gestion, optimisation de leur patrimoine...) grâce à la conception d'outils et à la conduite d'audits. Le numéro 236 de la revue «Cahiers hospitaliers» consacre son dossier à cette nouvelle entité. [Accéder au site Internet de l'ANAP](#).

[Lire le dossier de presse présentant les missions et le programme de travail 2010 de l'ANAP](#)

Chercher, trouver

[Ouverture du site Comparatif social européen](#)

Le site Comparatif social européen permet de comparer en détail les indicateurs sociaux des pays de l'UE en croisant des données provenant de nombreuses sources statistiques. Une première série de grilles thématiques permet le recueil de données et d'indicateurs dans les 27 pays de l'Union Européenne concernant les revenus, les inégalités, la solidarité et la protection sociale, le travail, l'éducation, [mais aussi la santé](#)

[Accéder au site](#)

Infos pratiques

[Module cartographique sur le site web Eco santé OCDE](#)

Pour les utilisateurs habituels de la base de donnée Eco santé OCDE (Indicateurs et données statistiques pour 30 pays) à laquelle l'Ecole est abonnée, la mise en place du module cartographique sur le site web sera une bonne nouvelle.

Principaux domaines couverts : L'état de santé, l'offre et le recours aux soins de longue durée, le financement des dépenses de santé, la protection sociale, le marché pharmaceutique, les déterminants non-médicaux de la santé ainsi que des références démographiques et économiques. Pour ceux qui ne connaissent pas encore, vous trouverez plus d'informations sur [l'intranet du Service documentation](#) ou sur [le site de l'IRDES](#) ou sur www.ecosante.fr

Contact

Pour toute information concernant cette lettre : Bibliotheque@ehesp.fr

[Vous abonner](#)

[Vous désabonner](#)

Pour retrouver l'ensemble de nos prestations vous pouvez consulter les pages « intranet » de la documentation : <http://documentation.ehesp.fr/>

Note pour les sources citées

Cette lettre d'information a notamment pour objectif de signaler l'information produite par d'autres sites que celui de l'EHESP. Si une information de votre site a été mentionnée et que cela ne vous convient pas, contactez nous par mail Bibliotheque@ehesp.fr